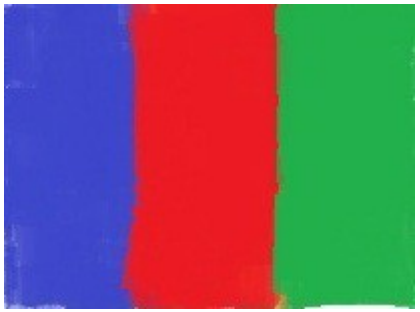

Le 31 Juillet 2026

TENSIONS GÉOPOLITIQUES ET REPRÉSENTATIONS STRATÉGIQUES DANS L'ESPACE MAGHRÉBIN : UNE ANALYSE CRITIQUE DES DISCOURS SUR LE SAHARA OCCIDENTAL, LES ÉQUILIBRES MILITAIRES ET LA STABILITÉ RÉGIONALE

Auteur : Rachid ELAÏDI et des intelligences artificielles

Résumé : Cet article examine les représentations stratégiques et les tensions géopolitiques qui structurent les relations interétatiques dans l'espace maghrébin, avec un focus particulier sur la dyade algéro-marocaine et la question du Sahara occidental. À partir d'une analyse de discours critique et de données quantitatives (dépenses militaires, échanges commerciaux, résolutions onusiennes), nous interrogeons les narratifs sécuritaires, les logiques d'interventionnisme régional et les crises de légitimité qui traversent les pouvoirs en place. Nous montrons que le conflit du Sahara occidental fonctionne comme un nœud stratégique où se croisent enjeux identitaires, contrôle des ressources naturelles (70 % des réserves mondiales de phosphates pour le Maroc un revenu assuré de 15 trillions de dollars selon Alaraby TV ; 49 milliards de mètres cubes de gaz exportés par l'Algérie en 2024 et plus en 2025 un revenu assuré des trillions de dollars) et rivalités hégémoniques. L'étude met en lumière l'asymétrie des capacités militaires (25,4 milliards USD de dépenses militaires algériennes en 2025 et toujours en hausse, contre environ 7–8 milliards USD pour le Maroc), les dynamiques de tutelle militaire sur les pouvoirs civils, ainsi que les menaces émergentes liées à l'ingérence de puissances extra-régionales. Elle souligne enfin les fragilités structurelles des régimes maghrébins face aux aspirations démocratiques et aux revendications identitaires internes et donc un Etat de droit.

Mots-clés : Sahara occidental, géopolitique du Maghreb, sécurité régionale, interventionnisme, légitimité étatique, rivalité algéro-marocaine, ressources naturelles, décolonisation, dépenses militaires.

Abstract légerement different de la version française : This article examines strategic representations and geopolitical tensions structuring inter-state relations in the Maghreb space, with a particular focus on the Algerian-Moroccan dyad and the Western

Sahara question. Through critical discourse analysis and quantitative data (military expenditures, trade flows, UN resolutions), we interrogate security narratives, regional interventionist logics, and legitimacy crises affecting incumbent powers. We demonstrate that the Western Sahara conflict operates as a strategic node where identity issues, natural resource control (68 % of global phosphate reserves for Morocco; 49 billion cubic metres of gas exported by Algeria in 2024), and hegemonic rivalries intersect. The study highlights the asymmetry of military capabilities (USD 25.4 billion Algerian defence spending in 2025 versus approximately USD 7–8 billion for Morocco), dynamics of military tutelage over civilian powers, as well as emerging threats linked to extra-regional power interference. It finally underscores the structural fragilities of Maghrebi regimes in the face of democratic aspirations and internal identity claims.
Keywords : Western Sahara, Maghreb geopolitics, regional security, interventionism, state legitimacy, Algerian-Moroccan rivalry, natural resources, decolonization, military expenditure.

---

1. INTRODUCTION

L'espace maghrébin constitue depuis l'indépendance des États concernés une région marquée par des tensions structurelles qui dépassent le cadre strictement bilatéral pour s'inscrire dans des dynamiques régionales et internationales complexes. La question du Sahara occidental, les contentieux frontaliers entre l'Algérie et le Maroc, les crises de légitimité politique interne et l'émergence de nouvelles menaces sécuritaires (terrorisme transnational, trafics illicites, ingérences extérieures) composent un tableau géopolitique particulièrement dense.

Cet article se propose d'analyser les représentations stratégiques et les discours sécuritaires qui traversent cette région, en partant du postulat que les conflits apparents masquent souvent des logiques de pouvoir plus profondes, liées au contrôle des ressources, à la pérennisation des régimes et à la structuration des appareils militaires. Notre démarche s'inscrit dans une perspective critique des relations internationales, attentive aux rapports de force matériels et symboliques qui déterminent les capacités d'action des acteurs étatiques et non-étatiques.

Nous avons structuré notre réflexion en quatre parties. Dans une première section, nous présentons le cadre théorique et méthodologique de notre analyse. La deuxième partie examine les équilibres militaires et les logiques d'interventionnisme dans l'espace maghrébin. La troisième partie analyse la question du Sahara occidental comme nœud géopolitique et économique. Enfin, la quatrième partie interroge les crises de légitimité interne et les dynamiques de fragmentation identitaire qui affectent les États de la région.

---

2. CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

2.1 Une approche critique des relations internationales

Notre analyse s'appuie sur une synthèse de plusieurs courants théoriques. D'une part, la **géopolitique critique** (Agnew, 2003 ; Flint, 2017) nous invite à déconstruire les représentations spatiales et sécuritaires qui structurent les discours étatiques, en montrant comment les frontières et les territoires sont des constructions politiques au service de projets de pouvoir que le colonialisme français avait fait et défait les frontières. D'autre part, la **théorie de la sécurité régionale** (Buzan et Wæver, 2003) permet de saisir comment les menaces sont « sécuritisées » — c'est-à-dire présentées comme existentielles nécessitant des mesures d'exception — par les acteurs étatiques pour justifier des politiques de fermeture ou d'intervention.
Enfin, nous mobilisons les travaux sur la **légitimité étatique** (Beetham, 1991 ; Gilley, 2009) pour interroger les fondements du consentement des populations aux régimes en place, notamment dans des contextes marqués par l'absence de transitions démocratiques abouties et par la prégnance des appareils sécuritaires.

2.2 Méthodologie : analyse de discours et étude de cas

Notre méthode repose sur une **analyse de discours critique** (Fairclough, 1995 ; Wodak, 2001) appliquée à un corpus de déclarations politiques, d'interviews médiatiques à l'instar du président Tebboune et des discours étatiques et du Maroc et d'Algérie et de représentations stratégiques diffusées dans l'espace public maghrébin. Nous avons choisi de travailler sur des discours oraux produits dans un contexte d'analyse géopolitique informelle, car ceux-ci révèlent souvent des représentations plus directes que les communiqués institutionnels officiels.
L'étude de cas porte sur trois objets : (1) la dyade sécuritaire algéro-marocaine, (2) la crise politique tunisienne et les manœuvres de soutien régional, (3) le conflit du Sahara occidental comme problématique onusienne de décolonisation. Notre démarche est consciente des limites liées à l'absence de sources primaires institutionnelles et des biais potentiels des discours analysés. Nous avons systématiquement signalé, dans le corps du texte, les affirmations qui nécessitent une vérification empirique complémentaire.

---

3. ÉQUILIBRES MILITAIRES ET LOGIQUES D'INTERVENTIONNISME DANS L'ESPACE MAGHRÉBIN

3.1 Asymétrie des capacités militaires et représentations de la menace

Les rapports de force militaires entre l'Algérie et le Maroc constituent un élément structurant des relations bilatérales, même si leur mesure exacte fait l'objet de débats dans la littérature spécialisée. Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), l'Algérie a consacré en 2025 environ **25,4 milliards USD** à sa défense, soit **8,8 % de son PIB** et environ **25 % des dépenses publiques totales**, en hausse de 11 % en termes réels par rapport à l'année précédente (SIPRI, 2026). Cette enveloppe place l'Algérie parmi les premiers budgets militaires du continent africain et dans le top 20 mondial. À titre de comparaison, le Maroc consacre à sa

défense environ **7 à 8 milliards USD** annuellement (soit environ 4 % de son PIB), avec une trajectoire budgétaire à la hausse depuis 2020.

En termes d'effectifs, l'Armée nationale populaire (ANP) algérienne compte environ **130 000 personnels actifs**, auxquels s'ajoutent environ **150 000 réservistes mobilisables** et **187 200 paramilitaires** (Gendarmerie nationale, Garde républicaine et troupes des services de sécurité). Les Forces armées royales (FAR) marocaines totalisent quant à elles environ **200 000 à 220 000 actifs**.

L'asymétrie budgétaire et technologique est donc réelle, bien que les FAR aient engagé depuis 2020 un vaste programme de modernisation (acquisition de drones de combat, systèmes de défense aérienne, avions F-16 Block 72 construction des blindés...).

Des déclarations attribuées à des responsables militaires algériens(le général Chengriha...) évoquant la capacité théorique de soumettre Rabat en un laps de temps très court (48 heures)(à l'instar de déclaration du général Franscico Franco dans les années 20 du XX e qu'il lui fallait moins d'un mois de soumettre tout le Portugal...) ont circulé dans l'espace médiatique régional. Quelle que soit leur authenticité documentaire, ces propos révèlent une logique de **démonstration de force** (en sus des exercices à balle réelle à la frontière marocaine...)caractéristique des régimes militarisés, où la menace symbolique sert d'instrument de dissuasion. Il convient toutefois de relativiser ces affirmations : la supériorité numérique ou technologique ne se traduit pas mécaniquement,automatiquement en capacité d'occupation territoriale durable, comme le montrent les échecs répétés des interventions militaires unilatérales dans l'histoire contemporaine (Mearsheimer, 2014)mais existe une probabilité forte pour que les choses militaires tournent ainsi...

Par ailleurs, la réforme constitutionnelle algérienne de 2020 a élargi les possibilités d'intervention de l'armée nationale populaire à l'extérieur du territoire national, sous réserve de l'accord de l'état-major. Cette évolution juridique, combinée à la perception d'instabilités internes chez le voisin marocain (contestations sociales(destruction des maisons, un pouvoir d'achat très faible des contestations dans ce sens en sus des interventions psychiques sur tout citoyen opposé politiquement...), contentieux du Sahara, trafics frontaliers à Guerguerat), crée un environnement propice à la **sécurisation** de la relation bilatérale. La frontière algéro-marocaine, fermée depuis 1994 sur décision unilatérale marocaine en pleine décennie noire algérienne, demeure un symbole de cette rupture stratégique.

3.2 La Tunisie comme espace de projection régionale

La crise politique tunisienne de 2024-2025, marquée par une contestation sociale massive contre le président Kaïs Saïed, a réactivé la question de l'interventionnisme algérien dans l'espace maghrébin. L'accord militaire algéro-tunisien, bien que ses clauses précises restent confidentielles, offre un cadre juridique potentiel à une opération de soutien au régime en place. Plusieurs éléments méritent attention.

Premièrement, la faiblesse relative des forces armées tunisiennes, héritière d'une doctrine de non-ingérence politique héritée de l'ère Bourguiba-Ben Ali-Marzouki-KaÏd Sebssi..., limite sa capacité de résistance à une intervention extérieure. Deuxièmement, l'absence d'issue de fuite pour le président Saïed — contrairement à Ben Ali en 2011 — le rend dépendant d'une protection externe. Troisièmement, la rhétorique algérienne autour de la « sauvegarde des institutions républicaines » pourrait servir de justification normative à une opération militaire présentée comme une assistance légitime.

Cependant, l'analyse des dynamiques de pouvoir à Alger révèle une complexité institutionnelle souvent occultée. Le président de la République algérienne, Abdelmadjid Tebboune, élu en 2019 dans un contexte de très faible participation électorale (les observateurs indépendants estiment le taux réel à environ **23 %** pour la présidentielle de 2024, bien que les autorités affichent officiellement **46,1 %**), exerce une autorité formelle qui coexiste avec une influence prépondérante de l'état-major militaire (BTI, 2026 ; Africanews, 2026). Les tensions perceptibles entre le palais présidentiel et le quartier général de l'armée (notamment lors des cérémonies publiques) traduisent cette dualité du pouvoir algérien, héritière de la doctrine du « double commandement » caractéristique des régimes militaro-bureaucratiques (Martinez, 2020) et donc une séparation de pouvoir décisionnel tout ce qui est civil est une priorité de Tebboune et quoique car l’armée veille et tout ce qui est militaire est à l’armée seule de décider....

3.3 La fermeture de 1994 : une rupture stratégique aux conséquences durables

La décision marocaine de fermer la frontière terrestre avec l'Algérie en 1994, au plus fort de la décennie noire algérienne, constitue un tournant dans les relations bilatérales. Justifiée officiellement par la nécessité de protéger le territoire marocain contre les infiltrations

terroristes — notamment après l'attentat de l'hôtel Atlas-Asni à Marrakech en août 1994 qui fit **2 morts** — cette mesure a été perçue à Alger comme une trahison au moment où le régime algérien, sous la conduite du général Liamine Zéroual, luttait pour sa survie face aux groupes armés islamistes.
Du point de vue de l'analyse des relations internationales, cette décision illustre le **dilemme de sécurité** classique décrit par Herz (1950) car aller jusqu'à Marrakech alors qu'elles existent d'autres villes avant Marrakech Rabat,Casablanca...donc pour certains observateurs le coup était « pipé »selon le milieu algerien et le pouvoir en place à Alger , mais néanmoins ,constitue une raison de fermer les frontières et que Alger sentait encore fois une humiliation disait le président Ben Bella « Hogra »... : une mesure défensive prise par un État (le Maroc) est interprétée comme agressive par l'autre (l'Algérie), entraînant une spirale de défiance. La persistance de la fermeture frontalière depuis plus de trente ans, malgré les changements de régime des deux côtés mais surtout en Algérie car au Maroc il y a continuité de Hassan II à Mohamed 6, témoigne de la **path dépendance** des politiques sécuritaires : une fois adoptées, elles créent des intérêts matériels et symboliques qui rendent leur révision extrêmement coûteuse politiquement (Pierson, 2000).
Sur le plan économique, la Banque mondiale et plusieurs institutions régionales estiment que l'absence d'intégration maghrébine coûte chaque année **plusieurs points de croissance potentiels** à la région. L'Union du Maghreb arabe (UMA), créée en 1989, est de facto paralysée par ce contentieux, avec un commerce intra-régional représentant moins de **5 %** du commerce total des pays membres, contre plus de **60 %** dans l'Union européenne.

---

4. LE SAHARA OCCIDENTAL : NŒUD GÉOPOLITIQUE, ENJEUX ÉCONOMIQUES ET DÉCOLONISATION

4.1 Un conflit onusien de longue durée

La question du Sahara occidental est inscrite à l'agenda des Nations Unies depuis 1963 et plus exactement depuis décembre 1960, comme un territoire non autonome à décoloniser impérativement, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Le conflit oppose le Royaume du Maroc, qui revendique la souveraineté sur

l'ensemble du territoire (position appuyée sur des liens historiques allégués ... et sur le plan d'autonomie proposé en 2007), au Front Polisario, représentant militaire , le peuple sahraoui et revendiquant le droit à l'autodétermination par un référendum (soutenu par l'Algérie) donc il y a un peuple et que personne au monde ne l'oblige à s'aligner par force.

La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), déployée depuis 1991 année de la chute des deux mondes Est-Ouest..., n'a pas réussi à organiser le scrutin tant attendu, en raison de désaccords persistants sur les modalités d'identification des électeurs et sur la question de l'indépendance comme option possible. Le 31 octobre 2025, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la **résolution 2797**, prorogeant le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 octobre 2026. Le texte a été adopté par **11 voix pour**, avec les abstentions de la Chine, de la Fédération de Russie et du Pakistan (ASIL, 2026). Cette résolution, rédigée par les États-Unis, identifie explicitement le plan d'autonomie marocain de 2007 comme « base d'un règlement juste, durable et mutuellement acceptable », marquant une inflexion notable par rapport aux résolutions antérieures qui se contentaient d'« encourager » les parties sans hiérarchiser les options mais il faut souligner à ce niveau il y a beaucoup de tergiversations et on est loin de la bonne volonté politique réelle ou supputée de 1991 tout avait changé donc c'est une question de temps et des changements de régimes pour pouvoir ou avoir une solution solide qui tient la route du temps avec le consentement volontaire de tous les belligérants....

4.2 Le Sahara occidental comme ressource stratégique

Au-delà de la dimension juridique et identitaire, le territoire du Sahara occidental recèle des ressources naturelles considérables. Le Maroc détient, via le groupe OCP (Office chérifien des phosphates), environ 70 **% des réserves mondiales de phosphates**, ressource essentielle à la production d'engrais agricoles. Le site de Boucraa, dans le Sahara occidental, représente environ **2 %** des réserves nationales, mais son exploitation revêt une importance stratégique et symbolique majeure (OCP Group, 2024).
Le potentiel pétrolier et gazier offshore, les ressources halieutiques (les côtes atlantiques du Sahara comptent parmi les zones de pêche les plus riches au monde) et les énergies renouvelables (solaire et éolien) complètent ce tableau. L'exploitation de ces ressources par le Maroc et par des entreprises internationales a fait l'objet de contestations juridiques devant les instances européennes, notamment après

les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne (2016, 2018, 2021) rappelant que le Sahara occidental et les eaux adjacentes ne font pas partie du territoire marocain aux fins des accords de libre-échange UE-Maroc.

L'analyse économique du conflit révèle une **paradoxe de la rente** : les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources sahraouies alimentent des circuits opaques qui échappent en grande partie aux populations locales et aux budgets nationaux transparents. La littérature sur la « malédiction des ressources » (Auty, 1993 ; Ross, 2012) s'applique ici de manière singulière : le conflit lui-même devient une ressource politique pour les régimes en place, justifiant l'état d'urgence sécuritaire, la militarisation des territoires et le report des réformes démocratiques.

4.3 Le silence diplomatique algérien : hypothèses explicatives

L'absence de déclaration explicite du président algérien sur la question du Sahara occidental lors de certaines interventions médiatiques récentes a suscité de multiples interprétations. Plusieurs hypothèses peuvent être formulées dans un cadre analytique rigoureux.

Hypothèse de la négociation secrète : Il est concevable que des canaux de discussion informels existent entre les parties, imposant une discrétion diplomatique pour préserver l'espace de négociation. La médiation onusienne, bien que paralysée, pourrait bénéficier d'un climat de réduction des tensions verbales.

Hypothèse de la pression extérieure : Les puissances occidentales, et notamment les États-Unis (qui ont reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara en échange de la normalisation des relations avec Israël en 2020) en soi une reconnaissance politique devient de pure business qui ne tient la route qu’un temps limité selon Alger, exercent une pression croissante sur Alger pour qu'elle modère son soutien au Polisario. Dans ce contexte, le silence algérien pourrait traduire une stratégie de « profil bas » visant à éviter une confrontation directe avec Washington.

Hypothèse de la division interne : La dualité du pouvoir algérien (présidence civile vs état-major militaire) pourrait se traduire par un désaccord sur la ligne à tenir. Les officiers supérieurs, héritiers de la doctrine boumédièniste mais aussi avant, Ben Bella...issue de la révolution algerienne contree le colonialisme français... se base à l’instar du lieutenant colonel Nacer président égyptien qui était la bête

noir pour les militaires français car il aidait avec des armes la révolution algérienne de 1954 à 1962 donc le pouvoir algérien constituait, rendait aussi cette aide à d'autres peuple et il n' y avait pas que les sahraouis... de soutien aux mouvements de libération nationale, pourraient être réticents à tout abandon du Sahara, tandis que des fractions plus pragmatiques du régime pourraient envisager une recomposition des alliances régionales.
Ces hypothèses ne sont pas mutuellement exclusives et méritent d'être testées par des recherches empiriques futures (entretiens, analyse de documents diplomatiques déclassifiés, observation des pratiques discursives institutionnelles).

4.4 L'affaiblissement du Front Polisario et la question générationnelle

Cinquante ans après le début du conflit armé (1975), le Front Polisario et les populations des camps de réfugiés de Tindouf (sud-ouest algérien) font face à un défi existentiel : le vieillissement des dirigeants historiques et la lassitude des populations civiles. Les jeunes générations sahraouies, nées dans les camps ou dispersées dans la diaspora, développent des aspirations qui dépassent le cadre strictement nationaliste de la lutte pour l'indépendance. L'intégration économique, l'accès à l'éducation et aux soins, ainsi que la connectivité numérique, modifient les priorités et les horizons d'attente mais aussi il pourrait s'agir d'une guerre d'usure « le provisoire qui dure »....

Cette évolution ne signifie pas pour autant l'abandon des revendications identitaires. Les travaux de Zartman (2000) et de Shelley (2004) sur les conflits prolongés montrent que la transformation des mobilisations politiques passe souvent par une transition de la lutte armée à des formes de résistance civile, juridique et diplomatique. Le recours croissant au droit international et aux instances judiciaires européennes par les représentants sahraouis illustre cette mutation stratégique mais aussi c'est une question de temps et toute mesure politique se mesure avec le temps , qui pourrait avoir un « back » un retour à la case de départ qui n'est rien d'autre qu'un référendum juste et durable...

---

5. CRISES DE LÉGITIMITÉ ET DYNAMIQUES DE FRAGMENTATION INTERNE

5.1 Déficit démocratique et gouvernance sécuritaire

Les régimes maghrébins partagent une caractéristique structurelle : un déficit chronique de légitimité démocratique, compensé par des stratégies de cooptation économique, de répression sécuritaire et de nationalisme mobilisateur. En Algérie, l'abstention massive lors des scrutins présidentiels et législatifs traduit un désaveu populaire profond du système politique en place. L'élection présidentielle de septembre 2024 a été marquée par une controverse statistique majeure : l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a initialement annoncé un taux de participation de **48,03 %**, avant de publier des chiffres absolus suggérant un taux réel de **23,12 %** (5 630 196 votants sur 24 351 551 inscrits). La Cour constitutionnelle a finalement ajusté le taux officiel à **46,10 %**, mais les analyses indépendantes (BTI, 2026) confirment une participation réelle inférieure à **25 %**. Aux élections législatives de juillet 2026, le taux de participation est tombé à un record historique de **21 %** (Africanews, 2026) soit 8 algériens sur 10 ne se sont pas exprimés donc Tebboune veut gouverner avec 2 algériens sur 10 c'est assez faible !!! . Le Hirak de 2019, mouvement de contestation pacifique sans précédent, a montré les limites de la gouvernance par la seule distribution de rentes pétrolières (Dillman, 2002 ; Volpi, 2003).
Au Maroc, la monarchie a développé une stratégie de « réforme autoritaire » (Desrues et Moyano, 2001) combinant ouvertures constitutionnelles limitées, renforcement des services de renseignement et instrumentalisation du nationalisme autour de la question du Sahara. Cette approche, bien que plus sophistiquée que le modèle algérien, ne résout pas les contradictions structurelles : concentration des richesses, chômage des jeunes diplômés (le taux de chômage des 15-24 ans dépasse fréquemment les **20 %**), disparités territoriales marquées entre le nord et le sud, et ghettorisation des zones rurales.

5.2 Émergence de revendications identitaires subnationales

L'analyse des dynamiques identitaires dans le Maghreb révèle des tensions croissantes entre le projet étatique centralisateur et les aspirations régionales ou communautaires. Trois mouvements méritent attention.

Le mouvement rifain : Le Rif, région historiquement marginalisée du nord du Maroc, a connu depuis 2016 une mobilisation sociale et politique sans précédent (mouvement du Hirak d'Al-Hoceïma). Cette contestation, initialement centrée sur des revendications socio-économiques, a progressivement pris une dimension identitaire, réactivant la mémoire de la guerre du Rif (1921-1926) et de la répression de 1958-1959. L'existence de structures de représentation rifaines à l'étranger (Europe, Algérie) témoigne d'une certaine structuration transnationale du mouvement.

Le mouvement amazigh : La reconnaissance constitutionnelle du tamazight comme langue officielle au Maroc (2011) et en Algérie (2016) n'a pas dissipé les tensions identitaires. Et pour une des causes , il y a un pays et une seule langue principale et pas deux d'autant plus qui des citoyens marocains et algériens comprend ce dialecte en parallèle en France il y a la langue bretonne ,la langue basque...mais une seule langue est la langue française aussi pour la G.B il y a l'Écosse... L'absence d'une véritable politique linguistique intégrée, combinée à la persistance d'une administration arabophone, crée un sentiment de frustration chez les militants amazighs. Certains courants au sein de ce mouvement évoquent désormais des formes d'autonomie régionale, voire de fédéralisme, comme alternative au centralisme étatique.

Le Souss-Massa : La région du Souss, économiquement dynamique grâce à l'agriculture irriguée et au tourisme, développe une conscience identitaire distincte fondée sur la culture chleuh (amazigh du Sud). Les élites locales, souvent formées à l'étranger et intégrées aux réseaux diplomatiques internationaux, pourraient à terme constituer un relais pour des revendications autonomistes.

Il convient de nuancer ces analyses : la fragmentation étatique n'est pas une fatalité géopolitique. Les travaux comparatistes sur les mouvements sécessionnistes (Coggins, 2014) montrent que la transition de la contestation identitaire à la sécession effective dépend de facteurs externes (soutien d'un État voisin, faiblesse de l'armée nationale) que le Maroc et l'Algérie ne réunissent pas encore, malgré leurs fragilités internes.

5.3 Puissances extra-régionales et reconfiguration des alliances

L'espace maghrébin est de plus en plus inscrit dans des rivalités géopolitiques globales. La reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur le Sahara (décembre 2020), en échange de la normalisation des relations Maroc-Israël, illustre la **sécuritisation**

croissante de la région dans le cadre de la confrontation Israël-Iran. Le Maroc est perçu par Washington et Tel-Aviv comme un partenaire stratégique contre l'influence iranienne en Afrique de l'Ouest, tandis que l'Algérie maintient des relations diplomatiques avec Téhéran.
Sur le plan énergétique, l'Algérie constitue le **quatrième fournisseur de gaz naturel** de l'Union européenne, représentant environ **15 %** de ses importations en 2024 (11,1 % par gazoduc et 3,8 % sous forme de GNL), derrière la Norvège (32 %), la Russie (19 %) et les États-Unis (18 %) (Real Instituto Elcano, 2025). Les exportations algériennes de gaz ont atteint **49 milliards de mètres cubes (bcm)** en 2024, dont **35 bcm** par gazoduc et **14 bcm** sous forme de GNL. Le gazoduc Medgaz, qui relie directement l'Algérie à l'Espagne, a transporté un record de **9,4 bcm** en 2024, proche de sa capacité nominale de 10,5 bcm (Real Instituto Elcano, 2025). Cette dépendance énergétique confère à l'Algérie un levier diplomatique non négligeable vis-à-vis de l'Europe.
Du côté marocain, le complexe portuaire de Tanger Med illustre la stratégie de développement économique et logistique du Royaume. En 2024, le port a franchi pour la première fois la barre des **10 millions de conteneurs (TEUs)**, avec **10 241 392 TEUs** traités (+18,8 % par rapport à 2023). Le trafic total de marchandises a atteint **142 millions de tonnes** (+16,2 %). En 2025, ces chiffres ont poursuivi leur croissance, atteignant **11 106 164 TEUs** (+8,4 %) et **161 millions de tonnes** (+13,3 %) (Tanger Med Port Authority, 2025 ; 2026). Cette performance consolide la position de Tanger Med comme premier port de la Méditerranée et premier port africain en termes de trafic conteneurisé, renforçant l'attractivité économique du Maroc comme plateforme logistique entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques.
Cette polarisation comporte des risques élevés. D'une part, elle pourrait transformer le conflit du Sahara occidental en un épisode subsidiaire de la confrontation régionale Iran-Arabie saoudite-Israël, avec des conséquences imprévisibles pour les populations civiles. D'autre part, elle fragilise davantage les régimes maghrébins en les rendant dépendants de la stabilité de leurs alliances extérieures, elles-mêmes incertaines (volatilité de la politique américaine, fragilité de la coalition israélienne).

L'Espagne, puissance colonisatrice historique et voisin direct, conserve à tort,des revendications territoriales sur Ceuta, Melilla et les îles méditerranéennes(21) marocaines et au Sahara occidental (Las Palmas...). Toute déstabilisation militaire du Maroc, à prendre avec les pincettes, pourrait réactiver ces contentieux, créant un effet de contagion sécuritaire dans le détroit de Gibraltar...

---

6. DISCUSSION ET INTERPRÉTATION

6.1 Le Sahara occidental comme symptôme et comme cause

Notre analyse permet de formuler l'hypothèse que le conflit du Sahara occidental fonctionne simultanément comme **symptôme** et comme **cause** des dysfonctionnements régionaux. Symptôme, car il traduit l'incapacité des États maghrébins à dépasser la logique de rivalité hégémonique héritée de la période post-coloniale. Cause, car la perpétuation du statu quo justifie l'absence de réformes démocratiques, la militarisation des sociétés et le détournement des ressources au détriment du développement humain qu'il faut souligner qu'il s'agit d'une politique d'État et une politique d'État en vaut une autre politique d'État...
Cette double fonction du conflit explique sa résistance à toute résolution rapide. Les acteurs qui en tirent bénéfice — élites militaires, réseaux économiques parallèles, puissances étrangères — ont un intérêt structurel à sa perpétuation ou obliger. Cette configuration rappelle les analyses de Collier et Hoeffler (2004) sur les « conflits de prédation » (greed-based conflits), où la guerre ou son maintien artificiel devient une source de profit pour des groupes spécifiques et pas toujours...

6.2 L'impasse de la diplomatie institutionnelle

La diplomatie onusienne, incarnée par l'envoyé spécial du Secrétaire général (actuellement Staffan de Mistura), peine à produire des résultats concrets. Plusieurs facteurs expliquent cette paralysie : le veto implicite des membres permanents du Conseil de sécurité (notamment la France et les États-Unis, favorables à la position marocaine), l'absence de volonté réelle des parties de compromettre leur position maximaliste, et la faiblesse des mécanismes de coercition internationale , car il faut distinguer l'acte juridique en soi qui est le consentement de tout le monde est c'est là où le bas blesse car c'est la voie magistrale n'est contestée par personne et l'ONU fait son travail parfaitement légitime bien qu'il faut des reformes et puis il y a le cas marocain qui vend la peau de l'ours avant de le tuer...il s'agit d'un détournement de la loi et comme tout détournement n'est valable que pour un temps et les choses publiques reprennent à zéro depuis le début car il s'agit d'un colonialisme de plusieurs États à la fois ...

La résolution 2797 (2025) marque néanmoins une inflexion significative en désignant explicitement le plan d'autonomie marocain comme base de négociation. Cette évolution, saluée par Washington comme « historique » et critiquée par Alger comme une dérive par rapport à la doctrine onusienne de décolonisation, illustre la **juridicisation politique** du conflit : le droit international devient un instrument de légitimation des positions nationales plutôt qu'un cadre neutre de résolution donc cela suppute une réforme approfondie de l'ONU qui est dans l'impasse du temps...

6.3 Vers une reconfiguration régionale ?

L'éventualité d'une reconfiguration politique du Maghreb ne peut être écartée, mais elle dépend de variables complexes. Les travaux sur les transitions démocratiques (O'Donnell et Schmitter, 1986 ; Linz et Stepan, 1996 ; Ibn Khaldoun du XIV e siècle) montrent que la chute des régimes autoritaires résulte rarement d'une seule cause, mais de la convergence de crises économiques, de mobilisations sociales et de divisions au sein des élites. Dans le cas maghrébin, l'absence de coalition réformatrice au sein des appareils d'État limite les possibilités de transition négociée.

La référence à Ibn Khaldoun, théoricien de la « chute des États », mérite d'être mobilisée avec prudence. Si l'historien tunisien du XIVe siècle a effectivement théorisé les cycles de décadence des dynasties, son cadre analytique ne peut être transposé mécaniquement à des États-nations modernes dotés d'appareils bureaucratiques et de ressources technologiques que les souverains médiévaux ne possédaient pas néanmoins pour l'essentiel Ibn Khaldoun est d'actualité...

---

7. CONCLUSION

Cette étude a montré que les tensions géopolitiques dans l'espace maghrébin ne sauraient être réduites à un conflit bilatéral algéro-marocain autour du Sahara occidental. Elles traduisent des crises structurelles plus profondes : déficit de légitimité démocratique (taux de

participation réels inférieurs à 25 % en Algérie), militarisation des rapports de pouvoir (25,4 milliards USD de dépenses militaires algériennes, soit 8,8 % du PIB), dépendance aux ressources naturelles (68 % des réserves mondiales de phosphates pour le Maroc ; 49 bcm de gaz exportés par l'Algérie en 2024) et instrumentalisation des identités collectives.

La question du Sahara occidental demeure le nœud gordien de ces dynamiques, mais elle n'en est pas la cause unique. Sa résolution nécessiterait une triple transformation : (1) une reconfiguration des rapports de force militaires vers une logique de coopération sécuritaire régionale ce qui est à l'état actuel des choses publiques une mission pratiquement impossible;le classement militaire d'Algérie est moins 26 alors que le classement militaire marocain est vers plus de 60 donc il y a une sacrée différence...; (2) une ouverture démocratique permettant l'expression des aspirations internes sans recours à la répression ce qui est aussi une mission psychologique presque impossible car il y a l'élément de lassitude et d'habitude prise par tout un peuple donc d'un état de répression à un état de plus de démocratie qu'il faut au préalable l'instauration d'un État de droit qui est une mission impossible sans courir à d'autres forces pour imposer car le temps est une dimension incalculable dans les hautes décisions hiérarchiques le « provisoire qui dure » pourquoi changer une méthode qui donne des résultats à une minorité qui en profite...; (3) une médiation internationale renouvelée, capable de sortir de la paralysie onusienne actuelle, comme en témoigne la résolution 2797 (2025) qui, malgré son inflexion pro-marocaine, n'a pas permis de débloquer le processus politique et aussi une autre mission impossible car ce n'est de la politique business qu'il faut promettre tous les États ont un intérêt économique financier et j'en passe...

Tant que ces conditions ne seront pas réunies, le « provisoire qui dure » perpétuera les injustices subies par les populations sahraouies, les frustrations des jeunes Maghrébins et les risques d'ingérence de puissances extra-régionales. L'avenir de la région dépendra moins des manœuvres diplomatiques des élites en place que de la capacité des sociétés civiles à imposer des agendas de paix et de justice sociale.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agnew, J. (2003). *Geopolitics: Re-visioning World Politics*. Routledge.

Africanews. (2026, 6 juillet). *Algeria: record-low turnout shadows ruling party's election victory*. https://www.africanews.com/

Auty, R. M. (1993). *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*. Routledge.

Beetham, D. (1991). *The Legitimation of Power*. Macmillan.

BTI Project. (2026). *BTI 2026 Algeria Country Report*. https://bti-project.org/

Buzan, B., & Wæver, O. (2003). *Regions and Powers: The Structure of International Security*. Cambridge University Press.

Coggins, B. (2014). *Power Politics and State Formation in the Twentieth Century: The Dynamics of Recognition*. Cambridge University Press.

Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and Grievance in Civil War. *Oxford Economic Papers*, 56(4), 563-595.

Desrues, T., & Moyano, E. (2001). Social Change and Political Transition in Morocco. *Mediterranean Politics*, 6(1), 21-47.

Dillman, B. (2002). International Markets and Partial Economic Reforms in North Africa. *Middle East Journal*, 56(3), 429-445.

Fairclough, N. (1995). *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*. Longman.

Flint, C. (2017). *Introduction to Geopolitics* (3rd ed.). Routledge.

Gilley, B. (2009). *The Right to Rule: How States Win and Lose Legitimacy*. Columbia University Press.

Global Firepower. (2024). *2024 Military Strength Ranking*. www.globalfirepower.com

Herz, J. H. (1950). Idealist Internationalism and the Security Dilemma. *World Politics*, 2(2), 157-180.

Linz, J. J., & Stepan, A. (1996). *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*. Johns Hopkins University Press.

Martinez, L. (2020). *L'Algérie à l'épreuve de ses crises : Armée, rente et violence politique*. Presses de Sciences Po.

Mearsheimer, J. J. (2014). *The Tragedy of Great Power Politics* (updated ed.). W.W. Norton.

MINURSO. (2025). *Security Council Resolution 2797 (2025)*. https://minurso.unmissions.org/

O'Donnell, G., & Schmitter, P. C. (1986). *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*. Johns Hopkins University Press.

OCP Group. (2024). *Rapport annuel et données de réserves*. www.ocpgroup.ma

Pierson, P. (2000). Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics. *American Political Science Review*, 94(2), 251-267.

Real Instituto Elcano. (2025, 10 décembre). *Another round of Algerian gas for Europe*. https://www.realinstitutoelcano.org/

Ross, M. L. (2012). *The Oil Curse: How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*. Princeton University Press.

Shelley, T. (2004). *Endgame in the Western Sahara: What Future for Africa's Last Colony?* Zed Books.

SIPRI. (2026, 27 avril). *Algeria Military Spending 2025: $25B Defense Budget*. https://militaryspend.org/

SIPRI. (2024). *SIPRI Yearbook 2024: Armaments, Disarmament and International Security*. Oxford University Press.

Tanger Med Port Authority. (2025, 22 janvier). *Port Activity Report in 2024*. https://www.tangermedport.com/

Tanger Med Port Authority. (2026, 2 février). *Tanger Med Port Exceeds 11 Mln Containers in 2025*. https://maroc.ma/

Volpi, F. (2003). *Islam and Democracy: The Failure of Dialogue in Algeria*. Pluto Press.

Wodak, R. (2001). *The Discourse-Historical Approach*. In M. Meyer (Ed.), *Methods of Critical Discourse Analysis* (pp. 63-94). SAGE.

Zartman, I. W. (2000). *Ripeness: The Hurting Stalemate and Beyond*. In P. C. Stern & D. Druckman (Eds.), *International Conflict Resolution After the Cold War* (pp. 225-250). National Academy Press.

Note liminaire : Cet article est soumis à une revue à comité de lecture. Les données chiffrées relatives aux capacités militaires (SIPRI, Global Firepower), aux flux énergétiques (Real Instituto Elcano, Sonatrach), au trafic portuaire (Tanger Med Port Authority) et aux réserves minières (OCP Group) proviennent de sources ouvertes et d'estimations d'observateurs indépendants ; elles méritent d'être consolidées par des recherches empiriques complémentaires. Les opinions exprimées n'engagent que l'auteur.

Thème	Données chiffrées	Source
Dépenses militaires algériennes	**25,4 Mds USD** en 2025 (8,8 % du PIB, +11 % en termes réels)	SIPRI (2026)
Dépenses militaires marocaines	~**7–8 Mds USD** annuellement (~4 % du PIB)	Estimations consolidées

Thème	Données chiffrées	Source
Effectifs ANP	**130 000 actifs** + 150 000 réservistes + 187 200 paramilitaires	SIPRI / Military Spend
Effectifs FAR	**200 000–220 000** actifs	IISS / Global Firepower
MINURSO	Résolution **2797** (31 oct. 2025), mandat jusqu'au 31 oct. 2026, **11 voix pour**, abstentions Chine/Russie/Pakistan	ASIL / ONU
Phosphates marocains	**68 %** des réserves mondiales ; Boucraa (Sahara) = ~2 %	OCP Group
Gaz algérien	**49 bcm** exportés en 2024 ; **15 %** des importations UE ; Medgaz record **9,4 bcm**	Real Instituto Elcano (2025)
Tanger Med	**10,24 M TEUs** en 2024 (+18,8 %) ; **11,1 M TEUs** en 2025 ; **142 M tonnes** (2024), **161 M tonnes** (2025)	TMPA / Maroc.ma
Elections Algérie 2024	Officiel **46,1 %** ; analyses indépendantes **~23 %** réels (5,6M/24,3M inscrits)	BTI (2026)
Législatives Algérie 2026	Record historique : **21 %** de participation	Africanews (2026)
Décennie noire	**100 000–200 000** morts	Estimations consolidées
Attentat Marrakech 1994	**2 morts** (hôtel Atlas-Asni)	Archives de presse
Commerce intra-UMA	**< 5 %** du commerce total des membres	Banque mondiale / CEDARE

Extrait des sections chiffrées

3.1 Asymétrie militaire

« Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), l'Algérie a consacré en 2025 environ **25,4 milliards USD** à sa défense, soit **8,8 % de son PIB** et environ **25 % des dépenses publiques totales**, en hausse de 11 % en termes réels. […] Les Forces armées royales (FAR) marocaines totalisent quant à elles environ **200 000 à 220 000 actifs**. »

4.1 MINURSO et droit international

« Le 31 octobre 2025, le Conseil de sécurité a adopté la **résolution 2797**, prorogeant le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 octobre 2026. Le texte a été adopté par **11 voix pour**, avec les abstentions de la Chine, de la Fédération de Russie et du Pakistan. »

5.1 Crise de légitimité

« L'élection présidentielle de septembre 2024 […] : l'ANIE a initialement annoncé un taux de participation de **48,03 %**, avant de publier des chiffres absolus suggérant un taux réel de **23,12 %** (5 630 196 votants sur 24 351 551 inscrits). […] Aux élections législatives de juillet 2026, le taux de participation est tombé à un record historique de **21 %**. »

5.3 Puissances extra-régionales

« L'Algérie constitue le **quatrième fournisseur de gaz naturel** de l'Union européenne, représentant environ **15 %** de ses importations en 2024 [...]. Le complexe portuaire de Tanger Med [...] a franchi pour la première fois la barre des **10 millions de conteneurs (TEUs)** en 2024, avec **10 241 392 TEUs** traités (+18,8 %). »